

LOIS, DÉCRETS ET RÈGLEMENTS**MINISTÈRE DES FINANCES**

F. 85 — 199

21 DECEMBRE 1984. — Arrêté ministériel portant délégation de pouvoir

Le Ministre des Finances,

Vu le Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, notamment l'article 70, remplacé par l'article 7, § 2, de la loi du 10 février 1981 de redressement en matière de répression pénale de la fraude fiscale;

Vu l'avis du Conseil d'Etat,

Arrête :

Article unique. Pour prononcer la fermeture de l'établissement ou l'interdiction d'accepter des enjeux ou des paris, dans les cas prévus à l'article 70, alinéa 1er, 2^e, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, délégation de pouvoir est accordée au directeur régional des contributions directes du ressort dont dépend la commune dans laquelle est situé l'établissement ou dans laquelle les enjeux ou les paris ont été acceptés.

Bruxelles, le 21 décembre 1984.

W. DE CLERCQ

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

F. 85 — 200

10 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 10 juin 1974 sur les issues et puits de mines

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées le 15 septembre 1919, notamment l'article 76, modifié par la loi du 19 août 1948;

Vu l'arrêté royal du 10 juin 1974 sur les issues et puits de mines;

Vu l'avis du Conseil supérieur de la sécurité minière;

Vu l'avis de la Commission nationale mixte des mines;

Vu l'avis du Conseil d'Etat siégeant en section d'administration;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il s'impose, pour des raisons de sécurité, de soumettre le plus rapidement possible à de nouvelles dispositions les organes d'attache des câbles en service dans les puits de mines;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires économiques,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 25 de l'arrêté royal du 10 juin 1974 sur les issues et puits de mines est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 25. 1) L'attelage, c'est-à-dire l'ensemble des organes d'attache à un câble, ainsi que la tige maîtresse ou les tôles de suspension d'une cage, d'un skip ou d'un contrepoids, de même que le dispositif de suspension du câble d'équilibre, sont soumis aux prescriptions suivantes :

(w, x, y) L'attelage doit pouvoir résister à une charge statique égale à 10 fois la charge maximale d'extraction augmentée du poids du câble d'équilibre.

WETTEN, DECRETEN EN VERORDENINGEN**MINISTERIE VAN FINANCIEN**

N. 85 — 199

21 DECEMBER 1984. — Ministerieel besluit houdende delegatie van bevoegdheid

De Minister van Financien,

Gelet op het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, inzonderheid op artikel 70, vervangen door artikel 7, § 2, van de herstelwet van 10 februari 1981 betreffende de strafrechtelijke beteugeling van de belastingontduiking;

Gelet op het advies van de Raad van State,

Besluit :

Enig artikel. Voor het uitspreken van de sluiting van de inrichting of van het verbod inzetten of weddenschappen aan te nemen, in de gevallen bedoeld bij artikel 70, eerst lid, 2^e, van het Wetboek van de met de inkomstenbelastingen gelijkgestelde belastingen, wordt delegatie van bevoegdheid verleend aan de gewestelijke directeur der directe belastingen tot wiens ambtsgebied de gemeente behoort waar de inrichting gevestigd is of waar de inzetten of de weddenschappen werden aangenomen.

Brussel, 21 december 1984.

W. DE CLERCQ

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 85 — 200

10 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 10 juni 1974 op de uitgangen en de schachten van mijnen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wetten op de mijnen, graverijen en groeven, gecoördineerd op 15 september 1919, inzonderheid op artikel 76, gewijzigd bij de wet van 19 augustus 1948;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 juni 1974 op de uitgangen en de schachten van mijnen;

Gelet op het advies van de Hoge Raad voor veiligheid in de mijnen;

Gelet op het advies van de Nationale Gemengde Mijncommissie;

Gelet op het advies van de Raad van State, zitting houdend in de afdeling administratie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat het om veiligheidsredenen geboden is, de in de mijnschachten gebruikte onderdelen voor de bevestiging van kabels zo spoedig mogelijk aan nieuwe bepalingen te onderwerpen;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Artikel 25 van het koninklijk besluit van 10 juni 1974 op de uitgangen en de schachten van mijnen wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 25. 1) Het hangwerk, dat zijn al de onderdelen waarmee een kooi, een skip of een tegengewicht aan een kabel vastgemaakt is, de koningsstang of de ophangplaten, evenals de ophanging van de evenwichtskabel worden aan de volgende voorschriften onderworpen :

(w, x, y) Het hangwerk moet kunnen weerstaan aan een statische belasting die gelijk is aan tienmaal de maximale ophaalbelasting verhoogd met het gewicht van de evenwichtskabel.

Le dispositif de suspension du câble d'équilibre doit pouvoir résister à 10 fois l'effort auquel il est soumis; cet effort comprend le poids de la suspension et le poids du câble pour la longueur correspondant à la position la plus élevée de la cage, jusqu'à la boucle. Pour les tiges maîtresses, le coefficient est de 10 dans la zone d'alésage du pivot et de 15 dans le corps. Pour les tôles de suspension, le coefficient de sécurité est de 10. Le coefficient de sécurité vaut pour le matériel neuf et pour le cas où des douilles seraient mises en place ultérieurement après usure des alésages.

(w, x, y) 2) Les éléments des attelages et du dispositif de suspension du câble d'équilibre sont réalisés de préférence en acier restant ductile après vieillissement; les éléments qui n'ont pu être réalisés en un tel acier sont renouvelés périodiquement ou sont soumis à des recuits périodiques effectués selon les règles de l'art en tenant compte de la nature du métal, conformément au programme fourni par le constructeur.

Les cordons de soudure travaillant à la traction ou à la flexion ne sont permis que sur les éléments non chargés, sauf dans le cas des chaînes. Les soudures travaillant au cisaillement ne peuvent être admises que si avant mise en usage, elles sont réceptionnées par un agent agréé au sens de l'article 73.

Les éléments porteurs des attelages et des suspensions des câbles d'équilibre doivent être marqués d'une façon indélébile mais telle que la résistance du matériau ne soit pas atteinte.

Les cosses à serrage et attaches à autoserrage ne sont pas admises dans les engins d'extraction où le câble n'est pas constamment sous tension.

3) 1^e Les attelages et dispositifs de suspension du câble d'équilibre sont examinés par un agent agréé au sens de l'article 73, lors de leur mise en service ainsi qu'après toute transformation impliquant une modification de leurs caractéristiques ou pouvant influer sur leur sécurité d'emploi.

L'agent agréé prend connaissance des caractéristiques techniques d'utilisation fournies à l'utilisateur par le constructeur et vérifie notamment :

a) si toutes les parties de l'installation présentent une résistance suffisante.

Cette vérification peut s'effectuer par la mesure des déformations et par la détection des fissures sur l'appareil soumis à une charge égale à 3 fois la charge maximale. Toutefois, pour les accessoires ou pièces intercalaires de forme simple, tels notamment les axes, pivots, boulons, la vérification pourra se faire par application d'une méthode fiable de calcul. La vérification peut s'effectuer aussi par comparaison de l'appareil avec les plans d'un prototype essayé sous une charge égale à 10 fois la charge maximale.

La vérification comporte un contrôle de la qualité du métal utilisé pouvant être effectué sur des éprouvettes témoins fournies par le constructeur en même temps que l'appareil soumis à l'examen. Les éprouvettes peuvent provenir de surlongeurs ayant subi le même traitement thermique que l'appareil.

b) s'il n'existe pas de malfaçon ou de défaut de matière.

L'agent agréé établit un procès-verbal de ses constatations qui est tenu à la disposition de l'ingénieur des mines.

2^e La durée de service de l'étaiement et de la suspension du câble d'équilibre ne peut dépasser 10 ans et au maximum 15 ans, si après 10 ans de service, ces éléments sont examinés et essayés dans le laboratoire de l'agent agréé.

Cet examen comporte un test magnétique.

La durée de vie de ces organes ne peut dépasser 20 années calendrier ou au maximum 30 ans par dérogation.

4) Après démontage du système d'attelage ou de la suspension du câble d'équilibre, il ne peut être procédé à la translation du personnel qu'après un essai consistant en 20 translations aller et retour sous la charge maximale d'extraction; cette précaution n'est toutefois pas requise lorsque l'opération se limite au simple glissement d'un câble usagé dans son pince-câble. »

Art. 2. L'article 53 du même arrêté royal est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 53. Pour l'application du présent article, les termes « contrôle » et « inspection » ont la signification ci-après :

Contrôle: Il est assuré par une personne compétente désignée par l'agent responsable de la mine. Les contrôles sont effectués pour constater les dommages ou défauts décelables extérieurement.

Inspection: Elle est assurée par un surveillant de la mine ayant reçu une formation adéquate en mécanique. Les inspections sont effectuées pour constater les dommages ou défauts, le cas échéant, après nettoyage des diverses parties, par une visite détaillée. Les personnes chargées de ces inspections sont désignées par l'agent responsable de la mine.

De l'ophanging van de evenwichtskabel moet kunnen weerstaan aan tienmaal de kracht waaraan hij onderworpen wordt; deze kracht omvat het gewicht van de ophanging en het gewicht van de kabel voor de lengte die met de hoogste stand van de kooi overeenstemt, tot aan de lus. Voor de koningsstangen bedraagt de coëfficiënt 10 in de uitboorzone van de spil en 15 in het lichaam. Voor de ophangplaten bedraagt de coëfficiënt 10. De veiligheidscoëfficiënt geldt voor nieuw materiaal en voor het geval dat later na het uitslijten van de boorgaten hulzen aangebracht worden.

(w, x, y) 2) De onderdelen van het hangwerk en van de ophanging van de evenwichtskabels worden bij voorkeur vervaardigd uit staal dat bij veroudering taai blijft; de onderdelen die uit zulk staal niet kunnen worden vervaardigd, worden periodiek hernieuwd of periodiek uitgegroeid volgens de regels van het vak en met inachtneming van de aard van het metaal, overeenkomstig het door de constructeur verstrekte programma.

Bij tractie of buiging werkende lasnaden zijn slechts toegelaten op onbelaste onderdelen, behalve voor kettingen. Bij afschuiving werkende lassen mogen slechts toegelaten worden indien ze vóór de ingebruikneming gekeurd zijn door een persoon die overeenkomstig artikel 73 erkend is.

De dragende onderdelen van het hangwerk en van de ophanging van evenwichtskabels moeten op een onuitwisbare manier gemerkt zijn, maar dan derwijze dat de weerstand van het materiaal er niet door aangetaast wordt.

Kabelkousen met klemmen en zelfklemmende kabelklemmen zijn niet toegelaten voor ophaaltuigen waarbij de kabel niet voortdurend onder spanning staat.

3) 1^e Bij de ingebruikneming en bij iedere verandering die een wijziging van de kenmerken meebrengt of de gebruiksvaardigheid zou kunnen beïnvloeden, worden het hangwerk en de ophanging van de evenwichtskabel onderzocht door een persoon die overeenkomstig artikel 73 erkend is.

De erkende persoon neemt kennis van de technische gebruikskennmerken die de fabrikant aan de gebruiker medegedeeld heeft en gaat onder meer na :

a) of al de delen van de installatie een voldoende weerstand bieden.

Deze controle kan verricht worden door de vervormingen te meten en de barstjes in het toestel op te sporen als het aan een belasting gelijk aan driemaal de maximumbelasting onderworpen is. Voor toebehoren of tussenstukken van een eenvoudige vorm, zoals assen, spullen, bouten, kan de controle evenwel geschieden door middel van een betrouwbaar berekeningsmethode. De controle kan ook geschieden door het toestel te vergelijken met de plannen van een prototype dat op een belasting van tienmaal de maximumbelasting beproefd is.

De controle behelst een keuring van de kwaliteit van het gebruikte metaal, die kan verricht worden op proefmonsters, door de fabrikant samen met het onderzochte toestel bezorgd. De proefmonsters kunnen voortkomen van overschotten die dezelfde thermische behandeling hebben ondergaan als het toestel.

b) of er geen constructiefouten of materiaalgebreken zijn.

De erkende persoon stelt van zijn bevindingen een verslag op, dat ter beschikking van de mijn ingenieur gehouden wordt.

2^e Het hangwerk en de ophanging van de evenwichtskabel mag niet langer dan 10 jaar gebruikt worden en ten hoogste 15 jaar indien deze onderdelen na 10 jaar dienst in het laboratorium van de erkende schouwer onderzocht en beproefd zijn.

Dat onderzoek omvat een magnetische test.

Deze onderdelen mogen niet meer dan 20 kalenderjaren oud zijn en in geval van afwijking, niet meer dan 30 jaar.

4) na het uiteenname van het hangwerk of van de ophanging van de evenwichtskabel mag het personeel pas vervoerd worden nadat een proef bestaande uit twintig ritten heen en terug onder de maximale ophaalbelasting uitgevoerd is; deze voorzorg wordt evenwel niet vereist wanneer het slechts gaat over een gewone verschuiving van een gebruikte kabel in zijn kabelklem. »

Art. 2. Artikel 53 van hetzelfde koninklijk besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. 53. Voor de toepassing van dit artikel hebben de woorden « controle » en « inspectie » de volgende betekenis :

Controle: Deze wordt verricht door een bevoegde persoon, door de verantwoordelijke agent van de mijn aangesteld. Controles worden verricht om van buiten waarneembare beschadigingen of gebreken vast te stellen.

Inspectie: Deze wordt verricht door een opzichter van de mijn die een passende opleiding in de mechanica genoten heeft. Inspecties worden verricht om door een gedetailleerde schouwing, in voorkeur geval na het schoonmaken van de verschillende delen beschadigingen of gebreken vast te stellen. De met deze inspecties belaste personen worden door de verantwoordelijke agent van de mijn aangesteld.

(x, y) 1) Visites journalières.

Les puits de la classe I et leur équipement font chaque jour de service l'objet d'un contrôle effectué au cours d'une translation lente par les agents compétents.

Le contrôle peut n'avoir lieu qu'une fois par semaine pour les puits de la classe II et une fois par mois pour les puits de la classe III.

Le contrôle de l'équipement comporte l'examen attentif des cages, chaînes et dispositifs d'attelage, ainsi que de la suspension du câble d'équilibre.

Après une période non ouvrée de plus d'un jour, un ou des agents de contrôle visitent les puits de la classe I préalablement à la translation du personnel en groupe.

(v, w, x, y) 2) Visites hebdomadaires.

Les puits de la classe I et leur équipement sont inspectés de façon approfondie au moins une fois par semaine, par un ou plusieurs agents d'inspection.

L'intervalle maximal entre deux visites est porté à 1 mois pour les puits de la classe II et à 3 mois pour les puits de la classe III.

L'inspection de l'équipement comporte outre l'inspection attentive des cages, chaînes, attelages et dispositifs de suspension des câbles d'équilibre, l'inspection des installations de signalisation mécanique ainsi que l'examen extérieur des installations de signalisation électrique, des machines d'extraction, des molettes, du guidonnage au-dessus de l'orifice des puits, des guides rapprochés, heurtoirs et autres arrêts.

L'inspection extérieure des évite-molettes et taquets de sûreté est accompagnée d'un essai de fonctionnement qui doit pouvoir être effectué sans intervention de la cage.

Des agents de contrôle examinent attentivement les échelles aux mêmes intervalles.

3) Visites trimestrielles.

Au moins une fois par trimestre, l'agent responsable de la mine ou son délégué se rend compte, par une visite minutieuse, de l'état des puits de la classe I et de leur équipement. L'intervalle maximal entre deux visites est porté à un an pour les puits des classes II et III.

4) Visites annuelles des attelages et des suspensions des câbles d'équilibre.

L'attelage et la suspension du câble d'équilibre dans les puits de la classe I subissent tous les ans, ou en tout cas lors de la dépose des câbles sans que l'intervalle doive être inférieur à un an, une visite minutieuse, après nettoyage, par un agent agréé au sens de l'article 73. La périodicité est de 2 ans pour les puits des classes II et III.

L'agent agréé peut exiger en outre, tant dans les puits des classes II et III que dans les puits de la classe I, le démontage de l'attelage ou de la suspension du câble d'équilibre quand il a des doutes sur leur solidité. Il peut demander un examen par des procédés de contrôle non destructif pour vérifier l'absence d'amorces de fissures dans les éléments soumis à traction ou flexion.

Lors de la mise hors service d'une cage, la tige maîtresse est démontée et examinée au laboratoire de l'agent agréé. Les tôles de suspension sont examinées aussi par l'agent agréé en la même circonstance; il peut exiger l'examen en son laboratoire.

5) Visites spéciales.

Les installations de signalisation électrique à courant fort, au sens de l'article 6 de l'arrêté royal du 5 septembre 1969 portant règlement sur l'emploi de l'électricité dans les mines, les minières et les carrières souterraines, sont visitées à la même fréquence et dans les mêmes conditions que les installations électriques de mêmes caractéristiques; les installations de signalisation à courant faible au sens de l'article 6 susdit sont visitées minutieusement au moins une fois par an par un agent qualifié désigné à cette fin par l'agent responsable.

Préalablement aux exercices de sauvetage imposés à l'article 34, l'ensemble du dispositif de secours prévu à l'article 33, y compris ses organes d'attelage, est inspecté par un agent d'inspection désigné à cette fin par l'agent responsable.

Au moins une fois par an, un ou plusieurs agents désignés par l'agent responsable parcourront les échelles sur toute leur hauteur. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

(x, y) 1) Dagelijkse schouwingen.

Schachten van klasse I en de uitrusting van zulke schachten worden iedere dag waarop zij dienst doen tijdens een langzame rit gecontroleerd door de bevoegde personen.

Voor de schachten van klasse II kan één controle per week volstaan en voor de schachten van klasse III één controle per maand.

Het controleren van de uitrusting behelst het aandachtig onderzoek van de kooien, de kettingen en de hanginrichtingen en van de ophanging van de evenwichtskabel.

Na een werkonderbreking van meer dan één dag schouwen één of meer controlepersonen de schachten van klasse I vooraleer het personeel in groep vervoerd wordt.

(v, w, x, y) 2) Wekelijkse schouwingen.

Schachten van klasse I en de uitrusting van zulke schachten worden ten minste eenmaal per week zorgvuldig geinspecteerd door één of meer inspectiepersonen.

Voor de schachten van klasse II wordt de maximumtermijn tussen twee schouwingen op één maand en voor de schachten van klasse III op drie maanden vastgesteld.

De inspectie van de uitrusting behelst benevens een aandachtige inspectie van de kooien, de kettingen, het hangwerk en de ophanging van de evenwichtskabels, ook een inspectie van de mechanische seininstallaties, alsmede het uitwendig onderzoek van de elektrische seininstallaties, de ophaalmachines, de schachtwielen, de geleidingen boven de schachttopening, de samenlopende leibomen, de stootblokken en andere stopinrichtingen.

De uitwendige inspectie van de schachtwielenbeveiligingen en de veiligheidsklampen gaat gepaard met een werkingsproef die zonder tussenkomst van de kooi moet kunnen worden verricht.

De ladders worden met dezelfde tussenpozen aandachtig onderzocht door controlepersonen.

3) Driemaandelijkse schouwingen.

Ten minste eenmaal per kwartaal vergewist de verantwoordelijke agent van de mijn of zijn afgevaardigde zich door een zorgvuldige schouwing van de staat van de schachten van klasse I en van hun uitrusting. Voor de schachten van de klassen II en III wordt de maximumtermijn tussen twee schouwingen op één jaar gebracht.

4) Jaarlijkse schouwingen van het hangwerk en van de ophanging van evenwichtskabels.

In de schachten van klasse I worden het hangwerk en de ophanging van de evenwichtskabel ieder jaar of in ieder geval bij het afleggen van de kabels, hoewel de tussentijd niet minder dan één jaar moet bedragen, zorgvuldig geschouwd door een overeenkomstig artikel 73 erkende persoon nadat de stukken schoongemaakt zijn. In de schachten van de klassen II en III moet dit om de twee jaar gebeuren.

Zowel in de schachten van de klassen II en III als in die van klasse I, kan de erkende persoon bovendien eisen dat het hangwerk of de ophanging van de evenwichtskabel uiteen worden genomen, indien hij aan de stevigheid ervan twijfelt. Hij kan een onderzoek door middel van niet-destructieve controleprocédés vragen om na te gaan of de onderdelen die aan trek- of buigkrachten onderworpen zijn geen begin van barstjes vertonen.

Wanneer een kooi buiten gebruik wordt gesteld, wordt de koningsstang uiteengenomen en in het laboratorium van de erkende persoon onderzocht. Bij deze gelegenheid worden de ophangplaten ook door de erkende schouwer onderzocht; deze kan een onderzoek in zijn laboratorium eisen.

5) Speciale schouwingen.

Elektrische seininstallaties met sterkstroom, in de zin van artikel 6 van het koninklijk besluit van 5 september 1969 houdende reglement op het gebruik van elektriciteit in de mijnen, de graverijen en de ondergrondse groeven, worden even vaak en onder dezelfde omstandigheden geschouwd als de elektrische installaties met dezelfde kenmerken; seininstallaties met zwakstroom in de zin van voornmeldd artikel 6 worden ten minste eenmaal per jaar geschouwd tijdens een zorgvuldig onderzoek verricht door een door de verantwoordelijke agent daartoe aangestelde geschoolde persoon.

Vóór de reddingsoefeningen die door artikel 34 opgelegd worden, wordt heel de noodinrichting waarvan in artikel 33 sprake is, ook het hangwerk, geinspecteerd door een door de verantwoordelijke agent daartoe aangestelde inspectiepersoon.

Ten minste eenmaal per jaar lopen één of meer door de verantwoordelijke agent aangestelde personen die ladders over hun ganse lengte op of af. *

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires économiques est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Affaires économiques
M. EYSKENS

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

F. 85 — 201

19 DECEMBRE 1984. — Arrêté royal relatif au délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés par la calamité publique reconnue par l'arrêté royal du 20 février 1984

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 12 juillet 1976 relative à la réparation de certains dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, notamment l'article 17;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, notamment l'article 5, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 20 février 1984 considérant comme calamité publique les dégâts provoqués par la tempête accompagnée de vents violents, de fortes pluies et d'inondations des 7, 8 et 9 février 1984 sur le territoire de nombreuses communes et délimitant l'étendue géographique de cette calamité;

Vu les lois sur le conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence motivée par le fait que toute prolongation de la solution de continuité existant actuellement dans l'introduction des demandes d'intervention financière va à l'encontre du but fixé par la législation sur la réparation de certains dommages causés par des calamités naturelles, c'est-à-dire l'aide rapide aux victimes notamment par l'octroi d'avances sur l'indemnité;

Sur la proposition de Notre Ministre des Travaux publics,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le délai prévu à l'article 5, § 1er, de l'arrêté royal du 18 août 1976 fixant les conditions de forme et de délai d'introduction des demandes d'intervention financière du chef de dommages causés à des biens privés par des calamités naturelles, est prolongé jusqu'au 31 mars 1985 inclus, en ce qui concerne les demandes se rapportant aux faits dommageables considérés comme une calamité publique par l'arrêté royal du 20 février 1984.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1984.

Art. 3. Notre Ministre des Travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 19 décembre 1984.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Travaux publics,
L. OLIVIER

Art. 4. Onze Minister van Economische Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Economische Zaken,
M. EYSKENS

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

N. 85 — 201

19 DECEMBER 1984. — Koninklijk besluit betreffende de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade veroorzaakt door de algemene ramp erkend bij het koninklijk besluit van 20 februari 1984

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 12 juli 1976 betreffende het herstel van zekere schade veroorzaakt aan private goederen door natuurrampen, inzonderheid op artikel 17;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen, inzonderheid op artikel 5, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 20 februari 1984 waarbij de schade, veroorzaakt door stormweer, vergezeld van hevige winden, zware regenval en overstromingen op 7, 8 en 9 februari 1984 op het grondgebied van talrijke gemeenten als een algemene ramp wordt beschouwd, en waarbij de geografische uitgestrektheid van deze ramp wordt afgabekend;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat de verlenging van de thans bestaande onderbreking in het indienen van aanvragen tot financiële tegemoetkoming indruist tegen het doel van de wetgeving betreffende de herstelling van zekere schade veroorzaakt door natuurrampen gestelde doel, dit wil zeggen de spoedige hulp aan de slachtoffers namelijk door het toekennen van voorschotten op de vergoeding;

Op de voordracht van Onze Minister van Openbare Werken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De termijn bepaald in artikel 5, § 1, van het koninklijk besluit van 18 augustus 1976 tot vaststelling van de vorm en de termijn van indiening der aanvragen tot financiële tegemoetkoming wegens schade aan private goederen veroorzaakt door natuurrampen, wordt verlengd tot 31 maart 1985 inbegrepen, wat betreft de aanvragen die betrekking hebben op de schadefeiten die door het koninklijk besluit van 20 februari 1984 als een algemene ramp erkend worden.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1984.

Art. 3. Onze Minister van Openbare Werken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 19 december 1984.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Openbare Werken,
L. OLIVIER